

« Le voile est un prétexte, on veut le pain et on veut la chute du régime »

Retour sur le soulèvement « Femme, vie, liberté » en Iran

Cette interview a été organisée par les camarades de l'OCL en septembre 2025, dont la première partie, publiée en octobre, est disponible à l'adresse suivante : [« Le voile est un prétexte, on veut le pain et on veut la chute du régime » - OCL - Organisation Communiste Libertaire](#)

La deuxième partie sera publiée le mois prochain sur le même site ; nous publions ici l'intégralité de l'entretien.

Nous avons rencontré Assareh Assa, camarade iranienne exilée en France, pour un entretien qui revient sur le soulèvement iranien de 2022, après l'assassinat de Mahsa Jina Amini. Nous abordons ici le succès de ce mouvement d'un point de vue de la liberté des femmes, ses impasses sur les questions sociales, sa répression et le nationalisme en Iran. Dans une suite de cet entretien, Assareh nous parlera de la guerre Israël-Iran, de la situation des classes laborieuses en Iran, et de la nature « fasciste » du régime.

Peux-tu revenir sur le soulèvement « Femme, vie, liberté », avec le recul que l'on a maintenant ?

Nous avons récemment célébré le troisième anniversaire de l'assassinat de Jina Amini, une jeune Kurde arrêtée à Téhéran par la police des mœurs parce qu'elle n'était pas correctement habillée, selon le régime. Elle a reçu un coup à la tête lors de son arrestation, ce qui lui a coûté la vie quelques jours plus tard, le 16 septembre 2022. Lors de ses funérailles, les habitants de Saqqez, sa ville natale, se sont réunis sur sa tombe et ont écrit cette phrase : « Jina, tu ne mourras pas, ton nom est notre mot de passe. » Je voudrais m'arrêter sur cette phrase qui s'est avérée juste. Le nom de Jina est rapidement devenu un fil qui a relié tous ceux qui souhaitaient renverser le régime actuel en Iran. Des manifestations d'une grande ampleur ont traversé tout le pays ; nous avons vu des scènes magnifiques de solidarité, de courage et de rage dans tous les coins du pays. Cependant, je tiens à ajouter que le nom de Jina a également donné lieu à l'apparition d'une division antagoniste profonde au sein de la société iranienne. Jina est en effet le nom non officiel de la jeune fille, victime de la misogynie structurelle de l'État iranien, mais c'est un nom kurde. C'est pourquoi il est important de savoir comment on désigne cette phase du mouvement en Iran : « soulèvement de Jina » ou « soulèvement de Mahsa » ? Cette appellation n'est pas neutre et révèle avant tout l'appartenance politique. Les courants réactionnaires ont préféré « Mahsa » ; dans ce simple « choix de mot », il y a pourtant une vérité qui, avec la répression de l'État, est une des raisons de l'échec de ce soulèvement.

En évoquant l'échec de ce soulèvement, tu veux dire qu'il n'a rien obtenu ?

Non, le soulèvement « Femme, vie, liberté » a changé le visage des villes, surtout des grandes

villes d'Iran. En ce qui concerne l'apparence des femmes dans la société, il y a indéniablement un avant et un après ce soulèvement ; aujourd'hui, les femmes peuvent relativement s'habiller « librement », malgré l'État.

C'est comparable à avant 79 ?

En effet, sous le régime du Shah, le port du voile n'était pas obligatoire. Pour autant, il est faux de croire que toutes les femmes jouissaient d'une liberté individuelle à l'époque du Shah. Avant la révolution, les femmes des classes supérieures, qu'il s'agisse de la petite bourgeoisie ou de la bourgeoisie, sortaient sans voile, contrairement aux ouvrières et aux sous-prolétaires. Il n'y avait certes pas de police des mœurs, mais dans les petites villes et les villages, les rapports traditionnels étaient beaucoup plus ancrés. Ce sont les membres masculins, mais aussi féminins de la famille, qui empêchaient une fille de s'habiller comme elle le souhaitait, même à l'intérieur de la maison. J'aimerais également ajouter que le père du Shah, considéré par certains comme le « père de l'Iran moderne », a justement violenté les femmes pour qu'elles n'apparaissent pas avec le voile dans la société. La République islamique brutalise les femmes dans le sens inverse.

En tout cas, après le soulèvement de Jina, le régime a déployé beaucoup d'efforts pour empêcher les femmes de sortir sans voile. Il a notamment tué une jeune fille à Téhéran pour avoir refusé de porter le voile. Il a également approuvé une loi restreignant de manière spectaculaire les droits des femmes, mais il n'a pas pu l'appliquer jusqu'à présent, car ses efforts n'ont pas suffi face à la résistance et à la détermination des femmes. Mais il faut insister : il s'agit d'une liberté relative. Les femmes des classes favorisées jouissent beaucoup plus de cette liberté individuelle. Parfois, nous voyons sur les réseaux sociaux des scènes qu'il est difficile de croire qu'elles se produisent en Iran. Mais notre étonnement s'atténue lorsque l'on comprend qu'il s'agit d'une fête de la jeunesse des classes aisées. La classe ouvrière observe de loin le plaisir de cette liberté individuelle. Il faut surtout ajouter à cela que la vie d'une femme coûte encore deux fois moins cher que celle d'un homme, que l'avortement est interdit et que, en poursuivant sa politique nataliste, le régime rend de plus en plus difficile l'accès des femmes aux moyens de contraception. Certes, le régime a reculé devant le désir des femmes de vouloir apparaître « librement » dans la société, mais cette liberté individuelle est accompagnée d'une amertume. Si l'on se rappelle que les gens criaient très tôt dans les rues que « le voile est un prétexte, nous voulons la chute du régime », cette amertume prend tout son sens. Si l'on considère la question du voile, celle des femmes, celle de la liberté politique et celle du pain comme les quatre piliers du soulèvement de Jina, alors seule la liberté individuelle, dans une échelle restreinte, a été acquise. Dans ce sens, si l'on ne perd pas de vue qu'il s'agissait d'un soulèvement radical visant l'ensemble de l'État théocratique, il me semble qu'il n'est pas injuste de dire que le soulèvement a échoué. Ce qui est important, c'est de comprendre les raisons de cet échec.

Tu as évoqué la répression du régime, mais aussi la question de l'appellation du soulèvement.

Oui. Sans aucun doute, la répression sanglante et sans merci subie par le soulèvement constitue une raison importante de son échec : des milliers de manifestants ont été blessés et tués, des milliers d'autres arrêtés et torturés ; des centaines ont été condamnées à mort, dont dix ont été exécutées, la dernière il y a quelques semaines, à l'approche de l'anniversaire de ce mouvement.

Ce qui est très important à noter, c'est que ces personnes sont issues de la classe ouvrière. Soit elles sont ouvrières, soit elles ont de la famille ouvrière. Autrement dit, le régime peut se permettre de tuer les opposants qui n'ont pas le soutien de la petite bourgeoisie ou de la bourgeoisie, et qui n'ont pas de voix dans la société.

La répression ne s'arrête pas aux militants directement liés à ce mouvement, mais s'étend de plus en plus à toutes sortes d'opposants. Pour n'en citer qu'un exemple, le régime a condamné une ouvrière militante, Charifeh Mohammadi, à la peine de mort. Ceci est, il faut le dire, quasi inédit. Le régime avait déjà exécuté des milliers de femmes communistes et de moudjahidines pendant la décennie noire, ainsi que quelques femmes peshmergas kurdes. (Aujourd'hui, deux femmes kurdes ont été condamnées à mort et une autre à la perpétuité). Mais le fait qu'il s'acharne sur une simple ouvrière pour ses activités au sein du mouvement ouvrier montre qu'il entend donner une bonne leçon à cette classe dangereuse. À cela, il faut aussi ajouter que, dans le but de faire régner la peur sur la société, le régime a accéléré les exécutions de prisonniers non politiques durant ces trois dernières années. On compte plus de 3 000 individus exécutés, soit trois par jour. C'est pourquoi, en réaction à cet aspect de la répression, un mouvement de résistance s'est formé à l'intérieur des prisons iraniennes. Des centaines de milliers de prisonnières et de prisonniers font grève de la faim tous les mardis pour sensibiliser le reste de la population aux exécutions sans frein. Mais, à ma connaissance, cette résistance n'a pas encore trouvé d'écho dans l'ensemble de la société iranienne. En un mot, l'intensité de la répression policière a fortement affaibli le mouvement dans son ensemble. Cependant, je pense qu'il serait erroné de considérer la répression comme la seule raison de l'échec de cette phase du mouvement. Je vais même plus loin en disant que ce qui a rassuré le régime de l'efficacité de ces répressions constitue la raison fondamentale pour laquelle le soulèvement de Jina a fait autant de victimes sans parvenir à son objectif, à savoir le renversement du régime.

J'essaye de m'expliquer par l'aspect symbolique du prénom de Jina. Ce nom symbolise une forte appartenance identitaire à une région d'Iran, le Kurdistan, qui est, depuis la naissance de la République islamique, un enjeu du nationalisme iranien. En effet, en optant pour « Mahsa » plutôt que « Jina », les éléments les plus nationalistes ont immédiatement montré leur intolérance envers le mouvement du peuple kurde. Qu'on approuve ou désapprouve le but de ce mouvement, à savoir l'établissement d'un État-nation kurde, c'est une question à part, mais on ne peut et ne doit en aucun cas l'ignorer, comme le font même certains éléments de la gauche iranienne. Le refus d'utiliser le nom de Jina symbolise avant tout l'envie des nationalistes iraniens de nier l'existence d'un tel mouvement au Kurdistan. Le régime a appuyé sur ce nationalisme, ou plutôt sur la tendance pan-iraniste, pour freiner le mouvement et écarter le danger de sa chute. Ce qui a freiné le radicalisme de ce mouvement, c'est sans doute la crainte des nationalistes iraniens de ce qu'ils appellent les « séparatistes » kurdes, arabes, baloutches et autres. Par exemple, lorsque des prisonniers kurdes, arrêtés pour leurs activités politiques, ont été exécutés au cours même du mouvement « Femme, vie, liberté », peu de gens au centre du pays s'en sont inquiétés. Je voudrais simplement mettre en lumière une maladie incurable au sein de la société iranienne. Pour diverses raisons, une bonne partie des Iraniens éprouve un fort sentiment nationaliste qui a toujours aidé la République islamique dans ses moments les plus difficiles ; le dernier exemple en date est l'attaque d'Israël contre l'Iran.

J'aimerais que tu reviennes sur ce dernier point, mais avant, peux-tu développer un peu

plus ? En quoi le nationalisme a-t-il contribué à l'échec du soulèvement ?

En effet, si une solidarité inattendue et surprenante entre les diverses ethnies a été observée au début du mouvement, celui-ci s'est divisé sur la question de l'intégrité territoriale. Cette division s'est cristallisée lorsque le fils du Shah, profitant de la situation, s'est proclamé le candidat le plus apte à gouverner le pays après la chute du régime. Lui et son entourage ont lancé une campagne intitulée « Je délègue au prince », sous-entendant que le peuple délègue son vote au prince. Bien que cette campagne ait été un scandale politique pour le camp royaliste et n'ait débouché sur rien, elle a été assez néfaste pour briser la solidarité enthousiaste entre les ethnies et orienter la lutte politique des éléments les plus radicaux contre le courant royaliste. Cela n'a évidemment été que bénéfique pour le régime, qui en a profité pleinement. C'est pourquoi, selon moi, il existe des hypothèses assez solides selon lesquelles le régime lui-même a renforcé le courant royaliste. Il est fort intrigant de constater que ceux qui entourent actuellement le fils du Shah, alors très isolé et même inexistant sur la scène politique iranienne il y a quelques années, sont d'anciens réformateurs du régime qui collaboraient étroitement avec les dirigeants de la République islamique ! Le fils du Shah a maintes fois déclaré qu'il comptait conserver la force de répression actuelle, les éléments militaires, les gardiens de la révolution, etc., une fois arrivé au trône.

La République islamique d'Iran veut toujours une opposition corrompue. Il y a quelques décennies, ce sont les Moudjahidin qui remplissaient ce rôle. Aujourd'hui, il préfère que l'opposition se cristallise autour des fils du Shah, non seulement parce que c'est beaucoup plus facile de repérer et de réprimer les opposants, mais aussi parce qu'il sait qu'il y a un profond dissensus entre les royalistes et les éléments plus à gauche de la société, ou tout simplement ceux qui n'ont pas oublié la corruption du régime royal. Mais il sait également que tant qu'il peut s'appuyer sur le nationalisme iranien, il peut retarder sa chute. C'est la raison pour laquelle il me semble que les forces royalistes sont ses meilleurs alliés.

Peut-on donc considérer le nationalisme prôné par le courant royaliste comme l'une des raisons de l'échec du soulèvement de Jina ?

Je dirais oui et non. Si le nationalisme a joué un rôle désastreux ces dernières années, il ne faut pas pour autant croire qu'il a été introduit dans le mouvement par les royalistes. Il faut abandonner l'approche dualiste selon laquelle une idée « pénètre » une « masse » et, lorsqu'elle « s'empare » de cette dernière, celle-ci devient active. Autrement dit, les idées ne sont pas fabriquées par une poignée d'intellectuels ou de politiciens, puis imposées aux masses. Malheureusement, beaucoup de gens pensent que c'est à cause des royalistes que le soulèvement de Jina a été réprimé dans le sang. Certes, il y a une part de vérité dans cette affirmation, mais une vérité superficielle : le rôle des forces royalistes a certainement conduit à l'échec du soulèvement. Pourtant, les royalistes ne pourraient pas jouer un tel rôle si leur point de vue n'était pas déjà présent dans la société, s'ils n'y avaient pas déjà une base populaire, ou si les conditions n'étaient pas réunies pour qu'ils aient une telle possibilité. Certains camarades refusent encore d'admettre cette vérité.

Il existe en effet une base solide dans la société qui permet à cette force réactionnaire d'exister et d'agir. Il me semble qu'on peut expliquer schématiquement cette base par trois points : le politique et l'idéologique, l'économique.

Ces dernières années, le royalisme a été promu politiquement par une campagne médiatique

pro-israélienne qui avançait l'idée que l'Iran vivait son âge d'or sous le régime du Shah et que le pays se modernisait à toute vitesse sous la direction de la dynastie Pahlavi. Grâce à cette campagne, les royalistes ont pu se présenter comme un élément progressiste, grâce à la République islamique. Ceci peut paraître paradoxal, et pourtant c'est vrai ! En effet, en éliminant férocelement les éléments les plus radicaux de la société, à savoir les communistes, la République islamique a pu se considérer comme le seul narrateur de l'histoire de la révolution ; en éliminant une partie des acteurs de la révolution de 1979, elle a pu censurer l'histoire de la révolution contre le Shah et la raconter selon ses propres intérêts. Selon ce récit, ce ne sont pas la misère de la classe ouvrière, l'entassement des sous-prolétaires dans les bidonvilles en marge de Téhéran, la lutte des classes ou l'absence de liberté politique qui ont poussé les Iraniens à s'insurger contre le régime dictatorial du Shah, mais l'envie de faire face au monde occidental et d'instaurer un ordre religieux dans la société. Les jeunes générations, qui n'ont connu que ce récit tout en vivant la misère engendrée par un régime théocratique, se demandent alors : ne s'agissait-il pas plutôt d'une pure folie ? Cette interrogation a été reprise par les royalistes qui en ont fait leur propre mythe : à l'époque du Shah, tout allait pour le mieux, tout était harmonieux et fonctionnel ; c'est la folie d'un peuple bien nourri qui a tout gâché ! C'est pourquoi j'insiste sur le fait que c'est même la République islamique qui a donné une seconde chance au royalisme. Grâce à son récit falsifié de la révolution de 1979, il a rendu possible la revendication du trône par le fils du Shah, du moins aux yeux d'une partie de la société. Certains sont pourtant mieux informés et ne négligent pas la corruption de la cour et la misère des classes démunies, mais ils commettent l'erreur courante de la logique formelle et jugent ainsi : l'époque du Shah, bien qu'elle fût sombre, était meilleure que l'époque du régime des ayatollahs. Comme s'il s'agissait de deux phénomènes distincts, sans lien ni continuité.

Sur le plan économique, les Iraniens, surtout la classe moyenne qui ne cesse de se réduire, trouvent une issue à leur situation déplorable, en grande partie causée par la stratégie géopolitique du régime, dans le fait de renouer des relations économiques avec l'Occident, ou, pour le dire simplement, dans le fait de devenir un pays « normal ». Mais par « pays normal », on entend un pays où le capitalisme fonctionne « normalement ». Il n'est pas question ici de rappeler que le capitalisme n'a jamais été « normal » dans son développement. En tout cas, ce rêve d'une économie capitaliste « normale » est vendu par les libéraux. Les experts proches du courant royaliste séparent une partie de l'histoire du capitalisme en Iran, la modernisation, et l'associent à la dynastie des Pahlavi, comme si c'était grâce à la bienveillance et au patriotisme du Shah et de son père que l'Iran avait connu un développement économique important. Il est bien évidemment beaucoup plus compliqué d'expliquer la modernisation de l'Iran en fonction des rapports mondiaux du capital dans les années suivant la Seconde Guerre mondiale que de l'expliquer par la chance que les Iraniens ont eue d'avoir un roi bienveillant ! La question suivante s'impose alors automatiquement : est-il possible de mettre en œuvre les mêmes politiques économiques et de réaliser les mêmes projets qu'il y a plus de 50 ans ? Une partie de la société, en se référant à la vie des classes aisées sous le régime du Shah, pense que la catastrophe économique qu'ils vivent actuellement prendra fin si le fils du Shah arrive au pouvoir.

Idéologiquement, les valeurs incarnées par le royalisme, comme le racisme ou les rapports archaïques entre hommes et femmes, sont encore bien présentes chez une partie de la population iranienne. Il n'est donc pas étonnant que le royalisme, après une longue période d'hibernation, se réveille et exige le pouvoir.

Ce ne sont pas les royalistes ou les éléments réactionnaires en général qui manipulent le mouvement ; le fait qu'ils aient une marge de manœuvre assez importante sur la scène politique démontre avant tout qu'il y a une demande d'une partie de la société. Pour ma part, je pense qu'il est très dangereux pour ceux et celles qui militent, de près ou de loin, contre la République islamique, d'ignorer les éléments de la population qui favorisent l'existence d'un courant politique réactionnaire tel que le royalisme.

Penses-tu que le royalisme est de retour en Iran ?

Pas vraiment. En effet, la société iranienne est hétérogène : non seulement il existe des revendications nationales chez diverses ethnies qui s'opposent au nationalisme iranien, mais on ignore également quelle est la répartition du royalisme dans les différentes classes sociales, ce qui rend difficile d'évaluer sa puissance. D'après mes observations, je peux seulement dire que l'idée d'avoir un roi ne dérange pas une partie de la population iranienne. Si j'insiste sur ce point, ce n'est pas pour donner plus de poids aux éléments favorables au royalisme, qui sont peu nombreux dans la société, mais simplement pour souligner leur existence. Cela permet de mettre en lumière ce qui bloque la révolution : le nationalisme. Cela permet également de montrer que les royalistes et les partisans de la République islamique s'allient pour empêcher tout processus révolutionnaire.

En outre, je m'abstiens en effet de faire des prédictions. Ce qui est clair, c'est que la situation politique du régime est très instable : beaucoup attendent la deuxième phase de l'attaque d'Israël, tandis que la banqueroute économique du régime laisse présager un prochain soulèvement populaire. Les royalistes comptent sur Israël pour porter le coup fatal à la République islamique, tout en souhaitant un soulèvement populaire en leur faveur. Pourtant, leur appel à descendre dans la rue lorsque l'armée israélienne bombardait les villes iraniennes est resté absolument sans suite.

De plus, je pense que la situation géopolitique de l'Iran est assez importante pour que les puissances mondiales ne restent pas indifférentes à son sort et à la forme et à la structure politiques qu'il prendra après la chute éventuelle du régime actuel. En vérité, les forces royalistes veulent faire croire que le royalisme est une alternative déjà existante, mais jusqu'à présent, le fils du Shah n'a pas été pris au sérieux par les dirigeants des pays occidentaux. Son meilleur allié pour le moment est Israël. Récemment, le fils du Shah s'est rendu en Israël pour préparer l'après-chute du régime. Cette initiative a suscité de nombreuses critiques, même au sein du camp royaliste, qui contestent, au nom de leur nationalisme, l'idée d'entretenir des relations avec un pays étranger ayant offensé leur propre pays.

Revenons maintenant sur la guerre entre Israël et l'Iran. Tu as dit que le nationalisme iranien avait aidé la République islamique. Peux-tu développer cette idée ?

En effet, toute attaque contre un pays sollicite généralement le sentiment nationaliste de sa population. Dans le cas des Iraniens, la situation a été particulièrement ambiguë durant la phase du conflit entre l'Iran et Israël qui a été appelée « guerre des 12 jours ». L'immense majorité des Iraniens déteste en effet profondément le régime actuel, en raison de la violence et de la brutalité dont il fait preuve envers les opposants. Ils se sentent incapables de se débarrasser de ce régime, alors ils se réjouissent de voir leurs oppresseurs recevoir des coups mortels. Sans aucun doute, les représailles d'Israël contre les commandants de la République islamique ont

fait plaisir à la majorité de la population iranienne. Bien que le sentiment national ait blessé pendant les bombardements israéliens, une grande partie de la population attend passivement le prochain coup d'Israël pour se débarrasser définitivement de la République islamique ; elle considère les actions militaires israéliennes comme une bonne chose. Il faut le dire, malheureusement, l'idée d'être « libérés » par un État comme celui de Netanyahu, dont le caractère fasciste est connu depuis longtemps, ne dérange pas une partie de la population iranienne. Cette indifférence s'explique en partie par le fait que les libéraux s'efforcent de présenter Israël comme la seule vraie démocratie du Moyen-Orient – un État qui fonctionne, qui garantit la liberté d'expression et la sécurité économique de sa population, etc. On sait que cela n'est pas vrai, mais la société iranienne semble bien loin de chercher la vérité sur la nature du régime israélien. Cela est dû au discours que la République islamique a tenu durant toute son existence. J'aimerais m'arrêter un peu sur ce point. L'Iran était culturellement opposé à l'occupation israélienne de la Palestine bien avant la naissance de la République islamique. Mais courant ces dernières années une partie des Iraniens se sont rangés du côté d'Israël à cause de la République islamique. En faisant de la « cause palestinienne » une cause d'État, elle a changé le regard des Iraniens sur le conflit israélo-palestinien. En effet, en utilisant la cause palestinienne pour réprimer la population iranienne, elle l'a rendue détestable aux yeux de nombreux Iraniens. Pour en donner un exemple, il y a quelque temps, le régime a organisé une parade de bassidjis, des filles pro-régime employées pour agresser les femmes qui osent sortir dans la rue sans voile, et ces bassidjis tenaient le drapeau palestinien à la main.

Pourtant, ce n'est pas seulement l'utilisation de l'emblème de la Palestine qui pousse les Iraniens à croire que le régime les réprime en tenant un discours propalestinien. En effet, durant toute son existence, la République islamique a mené une politique étrangère dont le résultat direct pour les Iraniens a été leur appauvrissement sans frein. Bien évidemment, on peut et on doit chercher la raison de cette politique dévastatrice pour les Iraniens dans les intérêts économiques de leurs dirigeants. Mais pour un Iranien lambda, les choses se passent ainsi : le régime dépense l'argent de l'Iran pour les populations des pays qu'il considère comme ses alliés dans « l'axe de la résistance », notamment pour les Palestiniens. C'est pourquoi on entendait pendant ces dernières années et on entend encore aujourd'hui, ce slogan lors des rassemblements et des manifestations : « *Laisse tomber la Palestine, trouve une solution pour notre misère.* » De toute évidence, le régime finance par l'argent du pétrole les armements des diverses structures militaires et paramilitaires de la région appartenant à « l'axe de la résistance », mais prétendre que cet argent est dépensé pour améliorer le sort des peuples de pays comme la Syrie, l'Irak, le Yémen ou la Palestine est un pur mensonge.

En tout cas, l'idée répandue dans la société est que si le régime adore la cause palestinienne, les Iraniens détestent les Palestiniens et leur cause, et adorent leur ennemi, Israël, qui les massacre. Selon moi, applaudir, psychologiquement, moralement et idéologiquement, Israël pour ce qu'il est en train de faire à Gaza ne relève que d'un esprit fasciste. Cette attitude qui est due au régime iranien est fort triste. La société iranienne, qui soutenait la cause palestinienne avant la révolution de 1979, est devenue, sinon favorable au génocide en cours à Gaza, du moins indifférente. Soit par pur opportunisme, selon le principe « L'ennemi de mon ennemi est mon ami », soit par cette idée réformiste que le mal est préférable au pire. Israël est mauvais, mais la République islamique est pire. Une fois de plus, les esprits simplistes refusent de voir le lien entre ces deux régimes fascistes et la façon dont ils se nourrissent de leur antagonisme.

Tu as qualifié plusieurs fois la République islamique de « fasciste », ce n'est pas anodin. Tout le monde sait que le pouvoir en place en Iran est un État théocratique, une dictature. Mais faut-il vraiment l'appeler fasciste ?

Je suis consciente que le terme « fasciste » est très chargé : il a un sens historique bien défini, il faut donc éviter de l'utiliser à tort et à travers. Cependant, il me permet de qualifier la situation politique et sociale en Iran. La République islamique est en effet le résultat de la prise de pouvoir par les forces contre-révolutionnaires ; elle est issue d'une révolution populaire qui a échoué. Ses premiers actes ont consisté à éliminer les éléments radicaux de la société, ce qu'elle a très bien fait. Elle a également déclenché une guerre contre l'Irak, grâce à laquelle elle a pu mobiliser les masses autour de son idéologie suprématiste, une version iranienne de l'islam : le chiisme. Elle a ainsi pu étouffer toute voix d'opposition durant la guerre et la décennie qui a suivi.

Pour toutes ces raisons, il me semble injuste de priver le régime de la qualification de « fasciste » ! Toutefois, si l'on me propose un autre terme, un autre concept permettant de le mettre au même niveau que le régime israélien, je l'accepte volontiers. En effet, je pense qu'insister sur le caractère fasciste des pratiques d'Israël, à juste titre sur le génocide qu'il commet à Gaza, tout en considérant le régime iranien comme une simple dictature constitue une erreur d'analyse majeure. Cette approche conduit à des pratiques qui, en fin de compte, soutiennent la République islamique dans sa politique militariste et renforcent sa répression à l'encontre des Iraniens sous prétexte de faire face à Israël. Le discours politique qui qualifie de fasciste Israël, mais pas l'Iran, est souvent défendu par la gauche de l'« axe de la résistance ». Les partisans de la gauche dite « campiste » ou « anti-impérialiste », mettent sur la balance les dégâts et les morts causés par les deux régimes en conflit. Ils ignorent, ou préfèrent ignorer, que la République islamique, par sa seule existence en tant que menace perpétuelle à l'égard d'Israël, a aggravé la vie et la lutte des Palestiniens. Ils ignorent également qu'Israël a vendu des armes à l'Iran pendant la guerre Iran-Irak, ce qui a grandement aidé le régime à asseoir son pouvoir par le biais de la guerre. Ils ne tiennent pas compte non plus du discours ouvertement antisémite de l'Iran, qui permet à l'État israélien d'amalgamer antisémitisme et antisionisme.

Face à cette comparaison simpliste émanant de la gauche, j'aimerais rappeler la phrase d'Otto Rühle : « Pour parler de fascisme noir, il faut aussi parler de fascisme rouge », et l'adapter aux situations actuelles : « Pour parler du fascisme israélien, il faut aussi parler du fascisme iranien, et vice versa. »

Mais pour ne pas rester dans cette rhétorique et ne pas se contenter de justifier l'usage politique de l'étiquette « fasciste » pour désigner le régime en Iran, regardons la question sous l'angle des ouvriers immigrés afghans. En effet, contrairement à une dictature, un État fasciste a besoin du soutien de sa population pour mener ses politiques fascistes. Il me semble que cela a malheureusement été le cas lors du dernier acte du régime iranien contre les Afghans.

Tu parles de l'expulsion récente des immigrés afghans d'Iran ?

Oui.

J'aimerais profiter de cette occasion pour évoquer la situation de ces immigrés en Iran. Cela me permet également de compléter ma réponse à ta première question, à savoir comment le nationalisme iranien soutient le régime. Pour cela, je dois remonter à la fin du soulèvement après la

mort de Jina.

En effet, comme je l'ai dit au début de cet entretien, l'échec de ce soulèvement s'est traduit par l'affrontement des diverses forces politiques sur la question de l'intégrité territoriale. Ce conflit a pris une ampleur considérable, si bien que les forces souverainistes turques se sont dressées contre les nationalistes kurdes, ceux-ci contre les Perses, et les Perses contre tous et ainsi de suite. Pour maîtriser le conflit national après cet échec, il fallait que le régime réunisse tous les acteurs sous un mot d'ordre national. Ce mot d'ordre ne pouvait plus être dirigé contre l'« ennemi extérieur », à savoir les pays occidentaux, car les Iraniens n'y croyaient plus depuis longtemps. Ayant perdu leur confiance dans son discours identitaire face à l'« ennemi extérieur », le régime a cherché à en créer un autre à l'intérieur du pays : les travailleurs immigrés. Si la plupart des Iraniens ne se rallient plus au régime dans sa confrontation avec Israël ou les États-Unis, ils se rangent à ses côtés face aux Afghans venus en Iran, selon eux, pour « voler leur pain ou détruire leur beau pays ».

Ces dernières années, les immigrés afghans et les individus issus de l'immigration ont subi des atrocités provenant non seulement de l'État, mais aussi de la part de certains citoyens iraniens. Bien qu'ils partagent la même culture, la même langue et la même religion que les Iraniens, les Afghans n'ont jamais été les bienvenus en Iran. Ils sont victimes de toutes sortes de discriminations étatiques : ils ne peuvent pas s'installer où ils le souhaitent, ils ne peuvent pas fréquenter certains quartiers, et l'accès à certains espaces publics, comme des jardins publics, leur est interdit. Ils ne peuvent même pas avoir une carte SIM à leur nom et ne peuvent pas circuler librement dans le pays. Ils rencontrent d'énormes difficultés pour inscrire leurs enfants à l'école, et cela leur est parfois impossible. Ces derniers temps, on a même vu le régime interdire la vente de pain et de médicaments aux Afghans.

Bien évidemment, l'État ne pourrait procéder à toutes ces discriminations systématiques s'il n'existe pas de racisme en Iran. Mais même avant le soulèvement de Jina, un Afghan, voire un Irano-Afghan, n'était pas à l'abri des actes racistes : ces actes commis à l'encontre des Afghans sont innombrables, surtout quand ce sont des Hazaras, facilement reconnaissables à leurs traits asiatiques. Cela commence par une simple injure dans la rue, passe par un tabassage et se termine par l'incendie de leur quartier. En effet, aussi loin que je m'en souvienne, il y a toujours eu un sentiment de supériorité chez la plupart des Iraniens à l'égard des Afghans. Je n'en développerai pas ici les raisons historiques, culturelles et économiques, je dirai simplement qu'il existe en Iran un discours tendant à affirmer que les Iraniens sont les descendants des Aryens, du « sang pur », etc., ce qui légitimerait leur prétendue supériorité « raciale » par rapport aux non-Aryens. Ce discours a évidemment pris plus d'ampleur aujourd'hui, mais les actes racistes contre les Afghans, surtout les Hazaras, ne sont pas récents. Dans un contexte de crise politique, économique et sociale, ce racisme débouche sur des actes que l'on ne peut qualifier que de fascistes. Il faut noter également que la question des ouvriers afghans et du racisme qu'ils subissent commence peu à peu à être posée dans la société, surtout dans les milieux intellectuels de gauche.

Le régime, qui est depuis longtemps dans l'incapacité de garantir le minimum vital à la population, a cherché à alléger la charge de l'État. Il a trouvé comme solution l'expulsion des familles immigrées afghanes. Pour ce faire, il avait besoin que la société collabore : la guerre lui a fourni le prétexte nationaliste idéal.

Pendant la « guerre des 12 jours », les Iraniens de toutes sensibilités politiques ont été sous le

choc. Ils ont vu le mythe de la puissance militaire du régime se volatiliser et celui-ci se révéler très vulnérable face à son ennemi. Ils ont espéré que la situation évoluerait en leur faveur, mais ils s'inquiétaient également pour leur propre sécurité. Alors, une fois les bombardements des villes terminés, ils ont commencé à se montrer solidaires du régime. Comment ? Eh bien, le régime a cherché des boucs émissaires pour justifier son échec, et il les a trouvés parmi les plus démunis de la société iranienne : les ouvriers afghans. Il les a pourchassés sur leurs lieux de travail, dans leurs foyers, et même dans les hôpitaux. La majorité iranienne ne croit pas à l'histoire inventée de toutes pièces par le régime contre les Afghans, mais elle l'a aidé efficacement en soutenant leur expulsion massive.

On estime qu'entre 6 et 5 millions d'ouvriers et ouvrières afghans travaillent pour des salaires de misère en Iran. Le régime a pu en expulser entre 1 et 2 millions dans des conditions affreuses. Il y a eu quelques décès dans les camps où les ouvriers afghans étaient retenus pendant plusieurs jours, sans nourriture ni eau, avant d'être renvoyés en Afghanistan. La couche entrepreneuriale de la classe moyenne iranienne connaît évidemment la valeur économique de cette main-d'œuvre bon marché. Cependant, le régime est tellement inquiet pour son propre avenir qu'il ne peut envisager les dommages que cette couche de la bourgeoisie, encore productive, subira à moyen terme. De plus, la situation économique de la classe ouvrière iranienne est si catastrophique que le régime est convaincu qu'elle finira tôt ou tard par accepter de remplacer la main-d'œuvre immigrée pour effectuer des travaux très mal payés dans les secteurs difficiles.

Dans la situation matérielle alarmante des Iraniens, il y a aussi des pénuries d'eau et d'énergie, non ?

Oui, mais avant de répondre à cette question, j'aimerais donner quelques chiffres pour mieux faire comprendre la détresse économique de la classe ouvrière : une famille ouvrière composée de quatre personnes a besoin d'environ 48 millions de tomans pour survivre dans une ville chère comme Téhéran, alors que le salaire actuel d'un ouvrier ne s'élève qu'à 14 millions de tomans, soit moins de 100 dollars par mois. La menace de la guerre et de l'embargo aggrave encore la situation de cette classe, mais elle appauvrit également de plus en plus la classe moyenne, au point que certaines de ses couches ne peuvent plus se reproduire en tant que telle.

En ce qui concerne le manque d'électricité, les experts estiment qu'il serait dû au fait que le régime n'a pas investi dans le renouvellement des moyens de production. Il y a beaucoup de pertes dans les réseaux, que ce soit pour l'eau, le gaz, l'électricité, etc. Je n'ai pas de chiffres, mais il semblerait qu'on produise beaucoup de bitcoins en Iran, une sorte de magouille pour contourner les embargos avec les cryptomonnaies. Résultat : il y a des coupures quotidiennes d'électricité.

Il est toutefois important de noter que ces coupures ne touchent pas tous les Iraniens de la même manière : dans les petites villes et les villages, les habitants sont encore plus privés d'électricité que ceux des grandes villes ou des beaux quartiers. En effet, en opérant ce choix, le régime essaie de diminuer le risque de soulèvement dans les grandes villes.

En ce qui concerne la pénurie d'eau, il faut savoir qu'une sécheresse sévit en Iran depuis environ cinq ans, mais ce n'est pas la seule cause : la mauvaise gestion des ressources en eau en est une autre. Et lorsqu'on parle de pénurie d'eau, il ne s'agit pas d'un phénomène passager. Les grandes villes historiques d'Iran sont aujourd'hui menacées par ce problème. À Ispahan, par exemple, le sol s'affaisse. Pourquoi ? Parce qu'on a puisé dans les eaux souterraines pour les

utiliser dans l'agriculture, afin de réaliser l'un des grands rêves du régime : atteindre l'indépendance alimentaire. De l'autre côté du pays, dans le Nord-Ouest, Orumia, le plus grand lac d'Iran, a été asséché par la construction de barrages. La conséquence, c'est que dans quelques années les grandes villes seront directement impactées par le sel qui voyage avec le vent et assèche tout sur son passage (le phénomène est déjà à l'œuvre). Il est difficile d'imaginer le nombre de rivières et d'étangs asséchés, directement ou indirectement, pour des intérêts matériels directs dont profite la mafia économique du corps des gardiens de la révolution islamique : assécher un étang pour exploiter le pétrole ou le mineraï qui se trouvent à proximité, par exemple. Il y a quelques années, lors d'un mouvement de protestation, un mollah a déclaré : « *Nous ne partirons pas. Mais si nous partons, nous vous laisserons la terre brûlée.* » Je crains personnellement qu'ils puissent réaliser ce projet !

Et qu'est-ce qui pourrait en empêcher les mollahs ?

Ah, sacrée question ! En vérité, la lutte ne s'arrêtera pas tant que nous n'aurons pas trouvé la réponse à cette question : que faire ?

Dans une ambiance de guerre où le régime arrête des gens par centaines sous prétexte qu'ils sont des espions d'Israël, et où plusieurs personnes ont été pendues pour ce motif, il y a quand même des protestations par-ci, par-là. Il y en a récemment eu une au Baloutchistan, immédiatement réprimée dans le sang. Les retraités se rassemblent toutes les semaines pour revendiquer une augmentation de leur pension, bien qu'ils ne soient pas à l'abri de la violence des forces de répression, malgré leur âge. À Chiraz, des personnes sont descendues dans la rue pour protester contre la pénurie d'eau et d'électricité ; elles ont été dispersées et arrêtées immédiatement. Dans certains villages, les habitants bloquent les rues pour protester contre la pénurie d'eau.

Dans le milieu ouvrier, on peut citer la lutte des travailleurs de l'usine d'aluminium d'Arak, en grève depuis plus de cinquante jours. Il s'est également passé une chose inédite, selon mes informations : après quelques semaines, au lieu d'obtenir une réponse à leurs demandes, ces travailleurs se sont retrouvés menacés de licenciement et d'arrestation par la police politique, VAVAK (1). Certains d'entre eux ont alors commencé une grève de la faim, refusant même de boire de l'eau. Ils réclament l'amélioration des conditions de travail – ces conditions sont responsables de la mort de deux de leurs collègues. Ils réclament également le remplacement du directeur de l'usine et le versement de leur salaire. Il s'agit évidemment d'une grève assez défensive, mais elle montre que le mouvement ouvrier est toujours bien présent en Iran.

Mais du point de vue du « militantisme », il me semble important de revenir sur le mouvement « Femme, vie, liberté », pas seulement pour commémorer ses martyrs et insister sur son caractère radical, mais surtout pour mettre en lumière ses limites et son contenu. Certains camarades ont l'habitude de féliciter ce mouvement, de s'accrocher à la peau du serpent. À mon avis, il est temps de porter un regard critique sur lui et de se demander ce que signifie « Femme, vie, liberté » lorsque ce slogan est repris par Netanyahu.

Propos recueillis par zyg, septembre 2025

(1) Cette abréviation pour désigner le ministère du Renseignement de la République islamique d'Iran est souvent utilisée afin de rappeler l'affinité entre cet organisme et le SAVAK (Service du renseignement et de la sécurité du pays) de l'époque du Shah, qui avait le même fonctionnement : exercer la terreur et la torture dans le pays. Beaucoup d'éléments du SAVAK ont été repris dans le VAVAK.